

NUCLEAIRE : LE PILIER DU NOUVEAU MONDE ELECTRIQUE

Par MICHEL GAY

L'électricité nucléaire, une énergie propre tant pour ses usages que pour sa production, sera ainsi au cœur du futur.

Qui aurait pu imaginer il y a 20 ans que les pertes financières et la dette d'EDF (estimée à 67 milliards d'euros l'année prochaine) s'accumuleraient au point d'évoquer la perspective d'une faillite ?

Les méthodes ayant permis les succès passés dans le formidable développement de l'énergie nucléaire pourraient bien se révéler utiles pour faire face aux défis de la transition énergétique afin de se passer des énergies fossiles.

Les difficultés

Les déboires actuels du réacteur nucléaire EPR incarnent les difficultés de la gouvernance du nucléaire et du « système » énergétique depuis 20 ans. La coopération ratée avec l'Allemagne, voulue exemplaire, et alors dénommée « l'Airbus du nucléaire » s'est achevée par le retrait unilatéral du partenaire allemand. Cet échec a abouti à un réacteur nucléaire hybride franco-allemand coûteux qui a discrédité la réputation internationale d'excellence de la France dans ce domaine.

La responsabilité incombe principalement au partenaire d'Outre-Rhin plutôt qu'à EDF. L'incohérence de la politique énergétique allemande, non exempte de jalousie envers la France, a engendré une dangereuse dépendance au gaz russe et a abouti à la réouverture de centrales au charbon dans ce pays.

De plus, un défaut d'autorité d'arbitrage a entraîné une surenchère des exigences des parties prenantes, des surcoûts et des retards dans la construction de l'EPR de Flamanville. Qui commande ?

De 1973 à 1988, le programme nucléaire français avait été mené avec une autorité hiérarchique sans faille et une organisation quasi militaire contrastant aujourd'hui avec la pluralité des pôles décisionnels de l'EPR qui confine parfois à l'anarchie.

La prolifération « d'autorités indépendantes », toutes jalouses de leurs prérogatives dans de multiples secteurs, entravent encore aujourd'hui l'efficacité de l'action publique, surtout quand elles se combinent aux effets du principe de précaution dont le nucléaire est devenu un champ d'application privilégié.

EDF aurait-elle désappris le nucléaire après avoir spectaculairement réussi son apprentissage au siècle dernier ?

Qui est responsable ?

Les responsables de cette débâcle sont nombreux, principalement des « politiques ». Mais si « la victoire a cent pères, l'échec est orphelin ».

Cependant, l'hebdomadaire Le Point a dressé une longue liste non exhaustive le 27 octobre 2022 des responsables (mais pas coupables ?) : Jospin, Voynet, Cochet, Hollande, Lepage, Brottes,...

L'État défend-t-il avec suffisamment de conviction les intérêts d'EDF et de la France à Bruxelles, ou bien fait-il dire à l'Europe ce qu'il ne veut pas assumer, et que les traités n'imposent pas ?

Le mécanisme d'Accès Régulé à l'Électricité Nucléaire Historique (ARENH) en est une illustration exemplaire, alors que ni les traités européens, ni les normes de la concurrence ne l'exigent.

EDF est aussi devenue la « Bête noire » des ayatollahs européens du droit de la concurrence à cause de son « monopole parfait » qui fonctionnait « trop bien ». L'Allemagne ne supportait pas d'avoir à sa porte une puissante entreprise produisant une électricité bon marché capable de concurrencer sa propre industrie.

« Comment voulez-vous que ce pays qui a fondé sa richesse, son efficacité, sa crédibilité sur son industrie accepte que la France dispose d'un outil compétitif aussi puissant qu'EDF à sa porte ? » (Henri Proglio).

L'entreprise EDF est donc devenue un défi permanent pour l'Allemagne, et aussi une obsession pour les écologistes extrémistes. Les héritiers de la lutte antinucléaire fondatrice du mouvement écologique mondial en ont fait animal hybride issu du croisement d'un bouc émissaire et d'une vache à lait. Chacun tape sur la bête pour l'affaiblir et pour la culpabiliser avant de la traire. Jusqu'à ce qu'elle ne donne plus de lait...

Ainsi, après avoir été conçue pour gravir des montagnes (l'extraordinaire construction de son parc nucléaire), EDF a dû apprendre à devenir une « entreprise rentière » qui vend son électricité nucléaire pour faire prospérer ses concurrents.

Le président Marcel Boiteux

Un des anciens présidents d'EDF, l'économiste Marcel Boiteux a exercé de hautes responsabilités entre 1949 et 1987. Il a témoigné de la foire d'empoigne institutionnalisée dans son livre intitulé Haute tension. Il mériterait de se voir décerner le titre de « Monsieur EDF » car cette entreprise d'électricité occupe aujourd'hui encore une place de premier rang mondial grâce à ses conceptions efficaces qui en ont fait un modèle de référence. Elles ont permis la construction à un rythme inédit de 60 réacteurs sur 20 centrales nucléaires en 15 ans, entre 1973 et 1988.

Il a su naviguer sans se faire broyer entre les puissantes parties prenantes cherchant à capter la rente et à étendre leurs pouvoirs et leurs avantages (administrations de tutelle telles que Bercy, Matignon, l'Élysée, auxquelles sont venus se joindre l'Écologie, les syndicats, les baronnies internes, les gros clients, les industriels fournisseurs d'équipements et de combustibles, etc.). Ces sangsues ont transformé EDF en une annexe de la direction générale des impôts et de puissants prédateurs financiers : le tarif d'électricité ne reflète plus aujourd'hui le prix de production d'EDF.

Sous la direction de Marcel Boiteux, c'est la science économique qui dirigeait EDF. Ce n'était pas les traders et les consultants, ni les analystes de marchés financiers, ni les bureaucrates (nationaux et européens), ni les politiques, ni les profiteurs motivés davantage par la captation du pactole de la rente électrique que par le souci du bien public.

Ses choix dictés par le calcul économique, parfois à contre-courant des modes, se révéleront généralement optimaux. Il en fut ainsi pour les barrages hydro-électriques au détriment du charbon qui avait la préférence du secteur privé avant la nationalisation. Et, bien sûr, du grand choix nucléaire.

C'est en application de ce calcul de l'optimum économique qu'EDF doit son mix reposant largement sur le nucléaire, là où, ailleurs, domine la diversification avec beaucoup plus de gaz et de charbon. Il fallait alors oser le risque d'une telle concentration de moyens sur un choix aussi lourd.

Lorsqu'en 1981 le Président François Mitterrand convoqua Marcel Boiteux pour fixer sa feuille de route, il lui indiqua que, conscient de l'intérêt national, le choix nucléaire lui paraissait le meilleur pour le pays. Toutefois, pour apaiser l'aile antinucléaire de sa coalition, il proposerait des compensations politiques. Ce fut l'arrêt de la construction de la centrale de Plogoff et la transformation de l'Agence pour les économies d'énergie en Agence française pour la maîtrise de l'énergie. Elle deviendra ensuite l'Agence de la transition écologique « ADEME » qui constitua un refuge d'antinucléaires.

Ensuite, sous la présidence Hollande, le lobby antinucléaire (qui rassemble aussi les industriels du solaire et de l'éolien subventionnés) s'est doté de capacités d'études et a envahi les cabinets ministériels. Le transfert du secteur de l'énergie passant du ministère de l'Industrie au ministère de l'Écologie et du Développement durable aura une influence décisive. Le nucléaire deviendra alors « honteux » et le mot même sera prohibé dans les administrations.

Qui veut tuer EDF ?

Dans la régulation d'un monopole public, l'acte majeur est la fixation des tarifs. Là où, en économie de marché, le prix est déterminé par l'équilibre entre l'offre et la demande, le producteur abrité sous son statut de monopole définit son prix dans l'intérêt général du pays. Mais il peut être dès lors soupçonné de prédation exercée sur ses clients, ou d'abuser de sa situation.

Pourtant, le consommateur domestique français a longtemps payé sa fourniture d'électricité nettement moins cher que son voisin allemand... avant l'ouverture à la concurrence qui devait faire baisser les prix !

Mais les acteurs de l'ouverture du monopole ont confondu « développer la concurrence » avec « affaiblir EDF à tout prix » en faisant travailler cette entreprise à sa propre perte alors qu'EDF aurait dû devenir le « château d'eau » du nucléaire de l'Europe.

EDF avait gagné le statut « d'entreprise bien-aimée des Français » et le choix nucléaire avait été adopté par l'opinion. Vu de l'étranger, cette situation unique où électricité et nucléaire étaient devenus un pléonasme apparaissait comme un mystère incompréhensible.

EDF est donc apparue comme une véritable bête noire aux yeux de l'Internationale verte qui a fait du nucléaire sa bannière de combat pour rassembler ses partisans. L'écologie politique a érigé la lutte antinucléaire comme son acte fondateur.

Le nucléaire constitue une cible idéale du fait de sa technologie difficile à expliquer et mystérieuse à bien des égards pour le grand public. Elle permet à ses détracteurs d'entretenir facilement un état d'inquiétude à cause de ses rayonnements invisibles et de son lien indélébile avec l'arme atomique.

EDF a incarné la synthèse de l'État-providence et du progrès technique jusque dans les années 1980.

Aujourd'hui, ses valeurs paraissent en décalage par rapport à deux tendances majeures de l'époque contemporaine : la dérégulation de l'économie globalisée dans un marché ayant une vision à court-terme, et l'écologie politique.

Affronter à la fois le marché mondial et l'Internationale verte représente un immense défi pour EDF.

Une décision démocratique

Contrairement à la thèse d'une décision imposée hors du champ démocratique, un débat contradictoire au niveau politique a bien eu lieu dans les années 1970. L'ensemble des partis politiques y ont pris part, de la gauche à la droite, à l'exception de ceux de la mouvance écologique d'implantation plus récente. Tous ont confirmé le choix du nucléaire.

Mais depuis 20 ans, jusqu'en 2022, une sortie du nucléaire semblait se dessiner presque par inadvertance, sans le dire explicitement, avec l'arrêt des deux réacteurs de Fessenheim, la fermeture prématurée prévue de 12 réacteurs, et une réduction à 50 % de sa part dans le mix électrique.

Puis, dans son discours fondateur prononcé à Belfort en février 2022, le président Emmanuel Macron affirme, dans un revirement politique spectaculaire, l'attachement indéfectible de la France au nucléaire et sa relance avec un programme de construction de six nouveaux réacteurs EPR.

Peu après, avec la guerre en Ukraine et la crise du gaz, les Français ont eu l'occasion de mesurer la valeur stratégique de leur atout nucléaire qu'ils avaient quelque peu oublié depuis les chocs pétroliers il y a 50 ans.

Oser le dire

Ayant érigé les émissions de carbone en indicateur absolu du progrès écologique, les défenseurs de l'environnement devraient en principe tresser des couronnes à l'énergie nucléaire, seule capable de succéder au charbon et aussi, partiellement, au gaz dans le mix mondial.

Ce n'est pourtant pas ou peu le cas.

Le tournant historique qui semble amorcé depuis le choc de la guerre en Ukraine devrait conduire les écologistes à reconsidérer leur point de vue, tout comme la guerre du Kippour de 1973 eut pour conséquence directe le programme nucléaire français.

De la machine à vapeur à l'électricité, de la voiture à l'avion, les mutations du secteur de l'énergie conditionnent l'ensemble de l'économie et de la société. L'électricité aura été, économiquement, technologiquement, socialement, et politiquement, au cœur du développement du dernier siècle. L'énergie nucléaire, et avec elle EDF, se situent au confluent des grandes lignes de force qui façonnent l'évolution du monde.

Tout-nucléaire, tout-électrique

Certains antinucléaires, notamment au sein de l'ADEME, se complaisent à imaginer l'idéal d'une économie « zéro carbone » en construisant des scénarios irréalistes à partir de 100 % d'énergies renouvelables intermittentes dans le but de contrer le nucléaire.

Or, aujourd'hui et demain, le nucléaire peut être développé pour une production de masse (EPR) comme pour une production modulaire (SMR) en répondant aux impératifs de sûreté et de traitement des déchets radioactifs. Il a des atouts décisifs comme l'abondance de son combustible uranium pour des millénaires dans les réacteurs de quatrième génération (RNR), ses faibles émissions de CO₂ (4 gCO₂/kWh en France, soit moins que l'éolien et le solaire) et l'occupation minimale de l'espace foncier.

Bien plus encore qu'un choix économique, le choix du nucléaire constitue un véritable choix de société relevant évidemment du pouvoir politique.

Pollutions de l'environnement, épuisement des ressources de la planète, développement et accès à l'énergie pour tous, mobilité électrique, tous ces défis convergent pour faire

appel à l'électricité qui conquiert désormais l'immense secteur des transports dont elle était jusqu'ici restée exclue.

Il n'y a pas à chercher loin la solution. La réponse aux défis énergétique est là, toute trouvée, et testée, c'est l'énergie nucléaire, même si encore peu de personnes osent l'affirmer avec conviction tant elle a été dénigrée.

L'électricité nucléaire, une énergie propre tant pour ses usages que pour sa production, sera ainsi au cœur du futur. EDF aura un grand rôle à y jouer pour incarner la transition énergétique réussie vers le nouveau monde post énergie fossile.